

27 JUILLET 1853

387

185

E 2300 Paris 6

*Le Chargé d'affaires de Suisse à Paris, J. Barman,
au Président de la Confédération, W. Naeff*

R

Particulière et confidentielle

Paris, 27 juillet 1853

M. Hubner a fait hier une visite à M. Rumpff, ministre des Villes libres, conservateur, mais anti-sonderbundien, grand ami de la Suisse et qui m'a été souvent très utile. M. Hubner lui a parlé du différend avec l'Autriche, objet probable de sa visite.

Il lui a dit d'un ton très aigri, qu'ensuite des bons offices de la France, l'Autriche avait cédé de ses prétentions et accepté ce qui lui a été proposé; que le Conseil fédéral avait reculé par crainte du Conseil national; que cela ne pouvait durer ainsi: que l'Autriche faisait des sacrifices en vue des complications d'Orient, qu'il espérait en voir bientôt le terme et qu'alors son gouvernement tiendrait un autre langage, prendrait une autre attitude et qu'il était sûr de l'appui de la France.

M. Rumpff a répondu qu'il fallait tenir compte des institutions et des usages de la Suisse et que le Conseil fédéral s'était sans doute cru obligé de consulter l'assemblée législative.

M. Hubner a répliqué qu'il espérait bien que dans une année les bayonnettes auront eu raison de ces nouvelles institutions.

M. Rumpff a trouvé cette communication trop importante pour ne pas en parler à M. Drouyn de Lhuys qui est son ami particulier.

Le ministre lui a dit qu'il déplorait que le Conseil fédéral n'eût pas accepté immédiatement des propositions parfaitement acceptables¹, que ce conseil y mettait du mauvais vouloir, qu'il craignait que la question d'Orient ne s'arrangeât avant celle de Suisse et qu'alors la solution en deviendrait très difficile et la position de la France on ne peut plus embarrassante.

Je vous avoue ne pas comprendre que l'Assemblée fédérale ne se soit pas occupée avant tout de la question autrichienne qui ne peut qu'être laissée aux mains du Conseil fédéral [sic]; vous ne feriez pas mal de dire quelques mots à M. de Fénélon pour l'engager à prendre patience et à maintenir la France dans de bonnes dispositions.

Tout en faisant la part de l'exagération du mauvais esprit de M. Hubner, il y a lieu de réfléchir; le moment est encore favorable, ne le laissez pas échapper; la nation, le Tessin compris, vous en seront reconnaissants, malgré quelques criaileries.

1. Cf. N° 183 et annexe.